

Biarritz, 19 mai 2022.

Motion d'actualité

En juillet, récoltons du blé !

La question du pouvoir d'achat est plus que jamais d'actualité pour la majorité des salarié.es du public et du privé, des précaires, des jeunes et des retraité.es. Comment pourrait-il en être autrement quand les tensions sur les salaires demeurent aussi fortes depuis longtemps, que les prix n'ont cessé d'augmenter ces dernières années et que désormais l'inflation s'envole comme jamais depuis 20 ans. En effet, selon l'Insee, en avril dernier, celle-ci avait bondi de 4,8 % sur une période d'un an et les prévisions annoncent une inflation supérieure à 5 % en septembre prochain.

Les prix ne cessent d'exploser, que ce soit ceux de l'énergie, des produits manufacturés, de l'alimentation, des produits pétroliers, rendant ainsi les mois de plus en plus difficiles pour la majorité de la population. Le « reste à vivre », une fois les dépenses contraintes déduites, se réduit à peau de chagrin en particulier pour les plus modestes.

Les agentes et agents de la DGFIP, ne sont évidemment pas épargnés par cette situation. Le gel du point d'indice, de notre régime indemnitaire, depuis des années, et l'inflation n'ont eu de cesse de faire baisser notre pouvoir d'achat.

Les projets sont divers concernant le pouvoir d'achat des fonctionnaires et l'un d'entre eux est pour le moins assez explicite et pervers : tout faire exploser sous prétexte de modernité, d'attractivité pour ainsi introduire partout le fameux « mérite » dans notre rémunération mais aussi dans nos évolutions de carrière. Autrement dit, de la division entre agentes et agents et une individualisation sans précédent de notre rémunération.

C'est pourquoi, Solidaires Finances Publiques s'oppose à tout dispositif de rémunération au mérite ! Solidaires Finances Publiques s'oppose à toute refonte des modalités de rémunération à enveloppe constante et induisant de fait de distribuer quelques miettes à certaines et certains et à piquer du pouvoir d'achat au plus grand nombre !

Au contraire, pour nous, **il est urgent de consolider les collectifs de travail, l'individualisation ne mène à rien.** Il est urgent d'obtenir le dégel du point d'indice et de peser sur les futures négociations, qui s'ouvriront à la Fonction Publique après les élections législatives et le 7 juillet prochain concernant le volet indemnitaire à la DGFIP, afin que l'ensemble des collègues puissent voir leur rémunération augmenter.

C'est pour cela que nous revendiquons l'attribution de 85 points d'indice supplémentaires pour toutes et tous, soit environ 400 € de plus par mois, l'attribution de 20 points d'Allocation Complémentaire de Fonction (ACF) soit environ 90 euros de plus par mois et la revalorisation à 200 euros mensuels de l'Indemnité Mensuelle de Technicité (IMT), soit une majoration d'environ 90 € par mois.

Pour cela, nous devons nous faire entendre !

- C'est dans ce sens que nous proposons une action militante en intersyndicale sur l'ensemble du territoire, le jour de l'ouverture du GT sur l'indemnitaire, le 7 juillet prochain afin de rendre visibles et audibles nos légitimes revendications.

- C'est dans ce sens que nous continuerons à développer en intersyndicale notre revendicatif issu de la plateforme commune du 10 mai 2021 « Prenons un printemps d'avance ».

- C'est dans ce sens que nous continuerons à développer notre campagne Exigeons notre dû !

#OnVeutDuBlé